



ÉCOLE ET BOULOT EN CONTINU

ENSEIGNEMENT • A la suite du lancement à Genève d'une initiative populaire demandant l'horaire continu à l'école, Olivier Baud se demande si ce type d'accueil avantagerait réellement les familles.

L'initiative populaire genevoise «Accueil continu des élèves» est en pleine page dans un hebdomadaire gratuit qui tire à 220 000 exemplaires. Avec une telle publicité et des arguments plutôt démagogiques, elle ne devrait pas avoir de peine à recueillir les 10 000 signatures nécessaires. Même Alain Morisod vient en renfort et pousse sa chansonnette, trouvant qu'elle «tombe sous le bon sens». Scie habituelle; mais pourquoi changer de disque puisque ça marche?

Cela dit, est-ce vraiment si évident d'accueillir les élèves à l'école de 7h30 à 18h, cinq jours sur cinq? Qui profiterait de cet horaire continu: les parents, les élèves ou les patrons et l'économie? Le Parti radical ne cache pas que, selon lui, l'école doit s'adapter au monde professionnel et qu'il faut permettre aux deux parents de travailler à plein temps. Mais il est permis d'avoir une autre vision des choses. De faire remarquer qu'actuellement, à travail égal, les femmes touchent un salaire nettement inférieur à celui des hommes (environ 22% selon certaines études). C'est surtout par cet aspect

que les femmes sont pénalisées, et non parce qu'elles doivent, comme le prétendent les initiés, s'occuper de leurs enfants. Vouloir ainsi créer des conditions pour que les femmes se fassent davantage exploiter n'est pas anodin. Une véritable initiative pour valoriser les familles favoriserait au contraire la possibilité de travailler à temps partiel en accordant par exemple, comme dans les pays nordiques, une indemnité-salaire à l'un des deux parents.

Le comité d'initiative joue aussi sur la corde sensible de l'égalité des chances. Mais à lire le texte, on comprend que ces activités surveillées seront réservées aux élèves dont les deux parents travaillent. Vouloir exclure certains enfants au prétexte que leurs parents – abominables marginaux! – ne se consacrent pas entièrement à une activité lucrative et ensuite parler d'intégration ne constitue pas la seule contradiction de cette initiative.

Le parascolaire représente déjà une des plus grosses subventions du canton de Genève; renvoyer le financement aux communes et aux parents



«Une véritable initiative pour valoriser les familles favoriserait au contraire la possibilité de travailler à temps partiel en accordant par exemple, comme dans les pays nordiques, une indemnité-salaire à l'un des deux parents.» INTERFOTO

consommateurs paraît peu crédible. Ou alors favoriserait le cercle vicieux qui consiste à se tuer au boulot pour payer son loyer, les assurances, la crèche... et demain les activités parascolaires. Métro, boulot, dodo pour les parents, et école, études, dodo pour les enfants; chacun dans son monde... Et après ce seront les mêmes qui déploreront la perte des valeurs liées à la famille et dénonceront la démission des parents.

Entre le tragique, la forme de maltraitance que peut constituer le fait de placer un enfant de 4 ans hors cadre familial onze heures durant et le cocasse, la surveillance à 7h30 des préaux du cycle d'orientation pour des élèves ados qui brilleront par leur ab-

sence, il y aura encore matière à revenir sur cette initiative.

En attendant, il convient quand même de rappeler que Genève est un canton-ville où chaque élève du primaire peut se rendre dans une école publique à moins de 500 mètres de son domicile. Beaucoup d'élèves profitent déjà d'un restaurant scolaire à midi mais nombreux sont ceux qui rentrent chez eux ou vont chez un copain ou chez leurs grands-parents, etc. Bien des solutions existent et cette diversité est plutôt une richesse qu'il ne faudrait pas empêcher d'exister. Reste la question importante du temps après l'école. Mieux vaut en effet proposer des activités intéressantes à l'enfant plutôt que de le sa-

voir avachi et passif devant la télévision. Les devoirs et les études surveillées, un peu à bien plaisir, sont loin de donner satisfaction sous leur forme actuelle et creusent plus les inégalités entre les élèves qu'ils ne les atténuent. Avec un nouvel horaire de l'écolier, dont ne parle pas l'initiative, mais prévu à l'horizon 2011 si l'on en croit le Département de l'instruction publique, l'instauration d'un temps d'études obligatoire pour tous les élèves, à ne pas confondre avec un temps d'enseignement, constituerait peut-être un début de solution équitable. A discuter...

OLIVIER BAUD,
président de la Société pédagogique genevoise

UNE INTERPELLATION INUTILE

HISTOIRE Michel Agassiz réagit à un article de Frédéric Deshusses que nous avons publié le 4 septembre.

Monsieur Carlo Sommaruga, conseiller national, a déposé une interpellation «Démontez Louis Agassiz et redonnez la dignité à l'esclave Renty». De nombreux lieux par le monde portent le nom d'Agassiz, savant du XIX^e siècle, en reconnaissance de ses apports scientifiques en glaciologie, zoologie et paléontologie. Vouloir gommer son nom pour les propos racistes qu'il a tenus, c'est faire un procès en ignorant le contexte historique.

En effet, la notion de race relève d'un état de connaissances à l'époque et devient liée à un racisme scientifique justifiant l'entreprise coloniale et le non-métissage des races. Combien de noms de scientifiques du XIX^e devraient-ils être également gommés! Par exemple à Genève, les propos tenus par le célèbre anatomiste Carl Vogt sont dans le même ordre d'idée en y rajoutant du sexisme: «le Noir adulte participe, pour ce qui est de ses facultés intellectuelles, de la nature de l'enfant, de la femme et du vieillard blanc sénile. (...) Certaines tribus ont fondé des Etats et possèdent une organisation qui leur est propre; mais, quant au reste, nous pouvons affirmer avec confiance que la race tout entière n'a jamais, ni dans le passé ni dans le présent, accompli quoi que ce soit qui ait contribué au progrès de l'humanité ou qui mérite d'être conservé.» Dès lors, faudrait-il débaptiser l'avenue Carl Vogt,

déboulonner son buste devant l'Université? C'est absurde! En droit, il existe la notion de non-rétroactivité des lois. En sciences, il faut juger les savants en tenant compte des connaissances scientifiques de leur époque. Préoccupons-nous plutôt des problèmes sociaux des vivants et des problèmes environnementaux des générations futures. Ne faisons pas perdre du temps aux fonctionnaires fédéraux et de l'argent aux contribuables pour répondre à cette interpellation inutile.

MICHEL AGASSIZ,
concepteur et réalisateur de l'exposition
«Louis Agassiz» à Môtier,
Collonge-Bellerive (GE)

UN CANDIDAT À LA MÉMOIRE COURTE

LOGEMENT Gabriel Barrillier commente des propos tenus par Christian Grobet, candidat genevois au Conseil national.

Sans doute pour se profiler dans la campagne électorale pour le National, le candidat Grobet saute sur l'occasion donnée par les péripéties de l'évacuation des squats en laissant entendre que sous son règne dans les années 1980 la crise du logement avait été résolue. Rien que ça! Un rapide coup d'œil sur les statistiques des logements construits depuis 1970 montre à l'évidence que c'est bien durant son passage au DTP (Département des travaux publics) que la pénurie de logements s'est aggravée à Genève. Ainsi, de 1970 à 1980, le nombre de logements a augmenté d'environ 34 000, contre seulement 16 000 entre 1980 et 1990 (années Grobet)

et un peu plus de 22 000 entre 1990 et 2000 (années Joye-Moutinot).

M. Grobet est le père d'un plan directeur cantonal qui visait clairement à contenir le développement et à raréfier les terrains constructibles pour des logements. Il s'agissait en fait d'enfermer Genève dans un corset en rétablissant des fortifications juridico-politiques pour empêcher la République de respirer et de prévoir son épanouissement dans la région. Fort heureusement, ce plan protectionniste a été remplacé par une vision plus libre et ouverte sous la houlette du conseiller d'Etat Philippe Joye. Certes, dans notre démocratie, il n'est pas convenable d'attribuer à un seul magistrat la responsabilité d'un dysfonctionnement grave. Le fait que le candidat Grobet s'attribue des mérites qu'il n'a manifestement pas eus nous autorise à rappeler que sa vision malthusienne de Genève a puissamment contribué à l'aggravation durable de la pénurie du logement. CQFD.

GABRIEL BARRILLIER,
Fédération genevoise des métiers
du bâtiment (FMB)

DES MOUTONS DANGEREUSEMENT BRUNS

CAMPAGNE Maria Roth-Bernasconi juge que les outils de propagande de l'UDC ont des relents de peste brune.

Avec son affiche des moutons et son clip controversé, l'UDC joue sur les couleurs. Mais il ne s'agit pas d'un jeu: ces outils de propagande ont des relents de peste brune.

On parle beaucoup de fièvre aphteuse, une maladie

courante parmi les ovins. Mais les moutons de l'affiche (version avec et sans couteau) répandent une autre infection: la peste brune, dont les émanations imprègnent toute la propagande de la formation d'extrême droite.

L'affiche d'abord, qui met en scène des moutons blancs éjectant leur homologue noir hors de Suisse, est monstrueuse de cette simplicité chère à Goebbels. La technique est classique: on part d'une situation démontrée à renforts de chiffres, histoire de faire scientifique, objectif, incontestable. Puis on dérape dans l'irrationnel, livrant à la peur et la haine du public mouton de quelconques boucs émissaires: au hasard et en vrac, les juifs, les communistes, les jeunes ou les étrangers. Un raisonnement réducteur à la Bush, opposant l'axe du mal et celui du bien. Un raisonnement séducteur aussi, tant son simplisme est convaincant: comme il est rassurant de comprendre d'où vient le mal, et que la répression suffit à l'endiguer. Comme il est plus difficile de réfléchir, de dialoguer et de se poser des questions...

Le manichéisme navrant de l'affiche se retrouve dans le livret de «documentation» de l'UDC, comme par hasard en noir et blanc. Avec le même ton sûr de soi, y compris dans le mensonge d'une Suisse gouvernée par la gauche (ah, si seulement c'était vrai!), ce torchon oppose par exemple le camp «bourgeois» au «rose-vert». Encore une histoire de couleurs, et surtout une histoire de brun: les fascistes des années trente adorent ce genre de formules

«ceci ou cela», limitant drastiquement la réflexion. Un exemple, rapporté dans une lettre de lecteur au *Courrier*: la célèbre affiche offrant le «choix» entre «le national-socialisme ou le chaos bolchevique». Qu'auriez-vous choisi à leur place?

Noir et blanc, l'ignoble clip désormais censuré ne l'est que du côté racaille: sans couleurs, les images des Noirs, des spécialistes de l'abus et des familles musulmanes! A l'opposé, la Suisse des Blancs travailleurs, épargnants et bons chrétiens apparaît toute chatoyante. Ce noir-blanc a décidé de dangereux reflets bruns...

Une fois ce constat fait, il s'agit de ne pas rester moutons: le suivisme passif du peuple, plus que sa férocité, a souvent présidé aux régimes fascistes. A cet égard, le silence des partis de la droite traditionnelle est quelque peu préoccupant. D'autres heureusement crient au loup: toute une frange de la population, le rapporteur spécial des Nations Unies sur le racisme, les associations antidiscrimination et notre présidente socialiste, qui s'est déclarée dégoûtée d'une campagne raciste qui attise la haine.

Car le loup est dans la bergerie. Sans vouloir être manichéistes – ça leur donnerait trop de poids –, avouons que Christoph Blocher incarne le danger, comme il le reconnaît lui-même. La vraie menace pour la Suisse ne semble venir ni des jeunes, ni des étrangers, mais d'un vieux bien suisse et de sa meute. Ennemi du système politique infiltré au Conseil fédéral comme le loup

chez les sept chevreaux, il ne fait même plus l'effort de montrer patte blanche. La campagne de son parti affiche un racisme ouvert dans des proportions inquiétantes et ce ministre incompetent n'a même pas honte de crier à l'insécurité dont il est, en tant que chef de la justice et de la police, le suprême responsable! Espérons, et c'est probable, que la stratégie ait tellement atteint les limites de l'acceptable qu'elle se retourne contre ses auteurs.

S'il ne faut pas rester moutons et savoir se montrer vaches, il ne s'agit pas non plus de se faire tourner en bourrique. Dénoncer une campagne bouseuse, oui! Résister en refusant toute alliance avec le parti concerné, en bloquant la réélection de son tribun et en appelant à des actions comme le renvoi des initiatives malodorantes trouvées dans nos boîtes aux lettres, encore oui!

Mais en rester là, pris au piège des provocations, certainement pas! Nous, socialistes, avons mille propositions nouvelles, constructives et concrètes pour l'avenir d'une Suisse que nous voulons garder multicolore. Car de cet arc-en-ciel vient notre force: la Suisse est née du pari de la solidarité dans la différence. Nous voulons continuer à donner vie à ce rêve, au-delà des clivages de générations, de cultures ou de revenus. Et si nous parvenons à fonder ce nouveau contrat social, nous éviterons la page la plus noire que pourrait connaître la Suisse: celle de la peste brune et des moutons tondus.

MARIA ROTH-BERNASCONI,
conseillère nationale